

OUTSOURCING

Le règne des experts

Luc Caregari

Le recours à des cabinets d'audit pour effectuer un « screening » de l'Olai ou du budget de l'Etat démontre que la technocratisation des esprits prime depuis longtemps sur la politique - aussi nobles que soient ses buts.

Ce furent les situationnistes, et avant tout Guy Debord et Raoul Vaneigem, qui mirent en théorie peu avant le déclenchement des « événements » de mai 1968 les dangers de l'avènement prochain d'un règne des experts. Malheureusement pour eux, leurs livres et pamphlets, conçus comme coups de semonce tirés face à une dérive sociétale, ont aussi pu être lus comme des manuels d'utilisation. Avec pour conséquence que, de nos jours, le règne des experts semble total. Au niveau médiatique, par exemple : quel média (le woxx inclus) n'a jamais eu recours à un expert sur une matière à laquelle ses journalistes ne comprenaient pas grand-chose ? Les experts, on peut en voir chaque jour dans les journaux télévisés, sans que grand monde ne questionne leur expertise, leurs dépendances, leurs réseaux et leurs tendances. Même au niveau fictionnel, les experts envahissent le « temps de cerveau disponible » du téléspectateur. Il n'y a qu'à voir toutes les séries noires, dont les spectateurs sont si friands, pour constater que l'ancien type de détective, qui opérait encore à l'aide de son cerveau, a depuis longtemps été supplanté par une bande de technocrates vengeurs qui ne jurent que par les empreintes génétiques.

On ne peut pas reprocher au nouveau gouvernement de rendre transparent son recours à des conseils externes. Mais on peut critiquer son manque d'esprit critique.

Au niveau politique, ce phénomène est beaucoup plus discret, mais pas moins envahissant. Depuis longtemps, presque tous les gouvernements - occidentaux avant tout - confient des tâches délicates à des boîtes externes de conseil ou d'audit. Donc, ce qu'a fait la ministre de la

Famille en remettant le screening de l'Olai à un cabinet d'audit n'est pas une nouveauté. Vu que la pratique n'est pas nouvelle, on ne peut pas reprocher au nouveau gouvernement de rendre transparent son recours à des conseils externes. Mais on peut critiquer son manque d'esprit critique. Ce n'est pas pour rien que certains médias et des parties de l'opinion publique ont vivement désapprouvé le fait qu'un conseiller d'Ernst and Young participe aux pourparlers de la nouvelle coalition. Et la même chose vaut pour les hauts fonctionnaires du ministère des Finances qui n'ont pas digéré qu'une boîte externe participe à l'élaboration du budget.

Et ce qui vaut pour les finances vaut davantage pour le social et pour l'Olai. D'où vient cette confiance aveugle dans les boîtes de conseil, loin d'être infaillibles ? Il y a plusieurs possibilités : ou le gouvernement manque de confiance en ses propres ressources, ou cette façon de procéder est devenue pour lui une évidence qu'il n'imagine pas questionner dans ses rêves les plus abstrus.

En tout cas, il y aurait eu d'autres manières d'avancer dans une réforme de l'Olai, qui d'ailleurs aurait déjà pu et dû être faite depuis longtemps. Les défaillances de cet organisme ne datent pas d'hier, ou doit-on rappeler que non, expulser des travailleurs portugais de foyers « provisoires » depuis des décennies par un simple tour de vis bureaucratique n'est pas le moyen approprié pour régler des problèmes de placement urgents ? Ou qu'il faudrait peut-être informer et coopérer avec les communes concernées par des placements de réfugiés, pour éviter les effets « nimby » ? Les organisations qui oeuvrent sur le terrain, comme le Clae ou l'Asti, et qui ont acquis une vraie expérience pratique des problèmes grâce à leurs contacts quotidiens avec le terrain, auraient sans doute leur mot à dire et leurs propositions à faire sur les problèmes de l'Olai à maîtriser les tâches qui lui sont dévolues. Et sauraient sans doute mieux conseiller la ministre, pourquoi pas avec les concernés de l'Olai, pour améliorer la situation, qu'un cabinet de technocrates à la recherche d'une « meilleure efficacité ». Sans oublier que derrière ce vocable se cache souvent la volonté de faire des économies...



NEWS

Freihandel: Eine Chance? **S. 3**

Kooperation: Ungeliebte Bank **S. 4**

Reporters sans frontières: Ennemis d'internet **p. 5**

REGARDS

Élections européennes: Insomnie européenne **p. 6**

Radios: Deux décennies de perdues **p. 8**

Élections municipales: 32 heures sur 24 **p. 10**

Brasiliens: Die bleiernen Jahre **S. 12**